



Déclaration liminaire de la FNEC-FP-FO 02 au Conseil Départemental de l'Éducation Nationale du 25 février 2019

Monsieur le Préfet, Monsieur l'Inspecteur d'Académie, Mesdames et messieurs les membres du CDEN,

Ce CDEN se réunit alors que depuis quelques semaines les députés discutent de la loi Blanquer, très mal nommée loi pour une école de la confiance. Chaque jour qui passe voit en effet une augmentation de la défiance des personnels vis-à-vis des mesures qui figurent dans cette loi dont la FNEC FP-FO demande le retrait.

En effet, comment ne pas dénoncer la fin programmée des écoles maternelles de la République avec le transfert de compétences et un véritable abandon de missions qui s'opèrent de l'Éducation nationale vers les collectivités territoriales et des structures privées.

Comment ne pas s'opposer à la création des EPSF (Établissements Publics des Savoirs Fondamentaux) qui, en regroupant sous une même entité le collège et les écoles du secteur, n'ont pour d'autre but que de supprimer les écoles, des postes et remettre en cause les statuts des enseignants sans parler de la disparation des directeurs d'écoles...

L'École de la République est en danger et rien n'est fait pour la sauver, bien au contraire.

Le ministre de l'Éducation nationale vante largement la priorité donnée au primaire. L'annonce de la création de 2 325 postes dans le 1er degré pour la rentrée 2019 est encore un effet d'annonce pour faire croire au grand public que les efforts sont réellement faits dans ce sens. Que restera-t-il de ces 2 325 postes lorsqu'on aura retiré les 150 postes réservés à «la stratégie nationale pour l'autisme» dont on ne sait d'ailleurs pas comment ils seront utilisés, les 4 000 postes pour le dédoublement des classes de CE1 en REP et l'achèvement du dédoublement des classes de CE1 en REP+, et les postes nécessaires pour la scolarisation obligatoire à 3 ans (26000 élèves supplémentaires) ?

En réalité il ne restera rien et il manquera plus de 2 000 postes de PE. Ces 2 000 postes seront récupérés sur les postes classes, les postes de remplaçants... La réalité c'est donc la fermeture programmée de milliers de classes et d'écoles entières en milieu rural, mais aussi en ville notamment en maternelle et des fusions d'écoles pour supprimer des postes de directeurs et d'adjoints alors que les PE sont déjà à la limite de la rupture.

Partout les effectifs vont exploser. Cette situation ne permettra ni d'améliorer les effectifs par classe dans les 90000 classes qui comptent déjà 25 élèves et les 7700 qui ont plus de 30 élèves, ni de créer les postes de remplaçants qui vont continuer à manquer. La FNEC FP-FO 02 se demande vraiment comment les services peuvent annoncer une moyenne de 21.82 élèves par classe dans notre département.

Dans l'Aisne, avec seulement une dotation de 4 postes à la rentrée 2019, nous sommes l'exemple parfait de ces effets d'annonce du ministre. Effectivement, même si on note une baisse démographique, les conditions d'apprentissage des élèves et les conditions de travail des enseignants ne s'amélioreront encore pas l'année prochaine.

Dans le projet de carte scolaire pour la rentrée 2019 et suite au CTSD du 8 février 2019, vous proposez 36 fermetures de classes pour seulement 12 propositions d'ouvertures hors dispositif CP et CE1 dédoublés en REP et REP+ qui mobilise encore à lui seul 25 postes. La FNEC FP-FO 02 dénonce cette répartition inégalitaire des moyens. Les conditions d'apprentissage des élèves et les conditions de travail des enseignants en CP et CE1 s'amélioreront dans l'éducation prioritaire mais pas dans les classes en milieu «ordinaire» ou dans les classes hors CP et CE1 dans le prioritaire. Le nombre d'élèves par classe y restera toujours trop élevé.

Concernant le 2nd degré, le bilan est le même. Pour la FNEC FP FO, la baisse des moyens d'enseignement ne se limite pas aux 365 ETP annoncés, mais bel et bien à 2 450 ETP. Il ne saurait être question de considérer que l'application d'une 2^{ème} HSA obligatoire n'est qu'une autre façon de supprimer des milliers d'emplois d'enseignant.

Dans l'Aisne, la dotation qui est faite est un éclatant exemple de la continuité des mesures d'austérité. Nous perdons 10 ETP. 547 heures postes sont supprimées dans les collèges. Cela ne pourra que dégrader encore plus les conditions de travail des professeurs et les conditions d'accès à l'instruction des élèves dans de nombreux établissements, alors que ces conditions ont déjà été lourdement détériorées par les contre-

réformes menées au cours des dernières années comme la « réforme du collège ». De fait, 24 collèges ont de nouveau des prévisions d'effectifs au-dessus de 26 élèves par classe sur au moins deux niveaux. Et cela peut aller jusqu'à 30 en 4^e à Wassigny.

Les HSA augmentent partout et les 3 heures de marge par classe dont la réforme du collège nous avait vanté les mérites se résument à 5 ou 6 heures en tout et pour tout pour des collèges de 16 ou 17 classes...

On le voit bien : cette dotation ne prend pas en compte les difficultés rencontrées propres à notre département frappé plus que d'autres par la pauvreté et l'illettrisme.

L'application automatique et systématique de l'école inclusive dans des classes ordinaires sans personnel médical et ni éducateur spécialisé rend la tâche d'enseigner tous les jours plus compliquée et plus dangereuse. Quand le professeur doit dans l'urgence s'occuper d'un élève dont les troubles comportementaux perturbent la classe, il ne peut plus faire cours aux autres élèves. Cette situation n'est pas une exception. C'est ce que vit tous les jours et parfois plusieurs fois par jour la majorité des enseignants.

Le sentiment d'abandon qui en résulte provoque découragement et déconsidération engendrant une réelle souffrance au travail et ce n'est pas le projet de loi «école de la confiance» qui va arranger les choses.

Pour toutes ces raisons, la FNEC FP-FO appelle l'ensemble des personnels de l'Education nationale à se réunir dès la rentrée, à établir les revendications et à préparer dès maintenant la journée de grève interprofessionnelle et de manifestations du mardi 19 mars, appelée par FO, la CGT, Solidaires, la FSU, l'UNEF, l'UNL et l'UNL-SD, pour obtenir satisfaction sur les revendications :

- ▶ **non au dispositif BLANQUER « 100 % réussite » : les postes créés doivent servir à satisfaire les besoins de toutes les écoles**
- ▶ **ouverture des classes nécessaires, non aux fusions d'écoles ;**
- ▶ **aucune fermeture - maintien de toutes les classes ;**
- ▶ **création des postes nécessaires de remplaçants, de RASED, en nombre suffisant ;**
- ▶ **ouverture et réouverture des postes et structures spécialisées ; non à l'inclusion systématique**
- ▶ **allègement des effectifs dans toutes les classes ;**
- ▶ **recrutement d'enseignants sur la liste complémentaire - non à la généralisation des emplois contractuels ;**
- ▶ **ouverture de postes au concours à hauteur des besoins réels du terrain ;**